

Solidarité entre fermier et environnementaliste: résister à l'industrie agricole

Conférencière: Nicole Basque (Coalition au-delà de l'agriculture industrielle)

Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois

15 mars, 2007 Rimouski, Québec

La plus intime de nos relations est celle que nous entretenons avec la nourriture. Quand nous mangeons, nous participons à la plus importante des relations écologiques. Les molécules d'air, de terre et d'eau rassemblées par les plantes, sans doute transformées par les animaux font à présent partie de notre corps et nous donnent l'énergie nécessaire pour la journée. À part les quelques exceptions parmi nous qui participent à la chasse, à la pêche et à la cueillette, notre nourriture provient de sources agricoles. Nous sommes donc impliqués dans l'agriculture que nous soyons fermiers ou pas. La façon dont la nourriture et les fibres textiles sont cultivées a un impact sur l'air et sur l'eau.

Prenons quelques minutes et ramenons ce problème à un niveau plus personnel. Pensez au dernier repas que vous avez pris, comment il vous a nourri et donné de l'énergie. Pensez aux lieux où les légumes ont poussé, où les animaux ont été élevés. Pensez à tous les liens, alors que vous mangiez, ceux avec la terre, les cultivateurs, les ouvriers agricoles, les employés de l'industrie alimentaire, les conducteurs de camions, les détaillants, les multinationales de céréales, les fabricants de pesticides, les entreprises de relations publiques, les fonctionnaires, les compagnies de pétrole, l'armée américaine..

L'industrie agricole est une grosse machine, consciente de la nécessité de la nourriture, sans laquelle nous ne pouvons pas vivre. Donc, dans ce domaine de compétition à couteaux tirés entre les multinationales, à l'échelle mondiale, l'industrie agricole doit augmenter ses profits en prenant le contrôle, systématiquement, d'autant d'aspects du système alimentaire que possible. Les gens paieront. Ceux qui n'ont pas les moyens ne comptent pas vraiment: de nourrir les pauvres n'est pas la responsabilité de l'industrie alimentaire.

C'est toute la question: nous sommes imbriqués, à cause de la nourriture, dans des relations écologiques mais aussi économiques et de pouvoir. L'industrie agricole est dominée par de moins en moins de compagnies, qui sont de plus en plus grosses. La matrice de distribution des marchés est un excellent site Web qui indique les 4 plus grosses compagnies, dans chaque secteur et le pourcentage du marché qu'elles contrôlent, dans chaque pays. Au Canada :

- Agricore United, Saskatchewan Wheat Pool, Pioneer Grain et Cargill dominent la manutention des céréales, avec 64% du marché.
- Cargill, Tyson, XL Foods et Ecolait Foods dominent l'abattage du bétail, avec 88,2% du marché. Les deux premières compagnies en contrôlent 73,2%.
- Loblaws, Sobeys, Metro/A&P et Canada Safeway dominent la vente au détail de l'alimentation, avec 78% du marché.
- Maple Leaf, Olymel, le groupe Brochu et Quality Meat Packers dominent la transformation du porc, avec 76,2% du marché.

Je ne vous raconte pas tout cela juste pour vous déprimer, mais parce que nous avons besoin de comprendre le problème afin de pouvoir trouver une solution.

Notre résistance doit, d'une part, regrouper les actions délibérées d'individus afin de renforcer notre système alimentaire, son infrastructure et les institutions qui y sont reliées, pour qu'il soit durable, au niveau écologique et juste, au niveau social. Cela signifie : acheter auprès des fermes familiales, indépendantes de votre région, soutenir les transformateurs alimentaires indépendants de votre région, acheter au marché des fermiers, manger aux restaurants qui servent de la viande élevée à l'herbe etc. Cela

veut dire se renseigner sur l'origine de notre nourriture, la façon dont elle est produite puis, faire des choix informés selon nos valeurs. Le Groupe de travail sur le commerce intérieur équitable a publié un excellent document qui souligne les principes d'un commerce intérieur équitable. Cela devrait vous aider à évaluer vos choix. Nous pouvons faire partie d'un changement de cap culturel, vers une appréciation réelle de la nourriture au lieu de juste acheter les produits les moins chers.

Notre résistance doit, d'autre part, aussi comprendre une action collective. Nous avons besoin de comprendre les éléments menacés par les forces politiques et économique de l'industrie agricole (et de leurs alliés: les compagnies pharmaceutiques, pétrolières et gazières), pourquoi certains secteurs de l'industrie alimentaire sont ciblés et quels sont les enjeux. En tant qu'environnementalistes, cultivateurs et consommateurs de nourriture, nous avons besoin de reconnaître les intérêts que nous avons en commun et d'intervenir de façon efficace.

Depuis 10 ans, on a assisté à l'émergence du mouvement international de la souveraineté alimentaire. Le terme « souveraineté alimentaire » a été utilisé pour la première fois par Via Campesina, un mouvement international de paysans et de petits fermiers. Au Canada, l'Union paysanne et le Syndicat national des cultivateurs en font partie.

La souveraineté alimentaire est le droit des populations

- De définir leur nourriture et leur agriculture
- De protéger et de réglementer la production agricole nationale, de faire du commerce de façon à rencontrer les objectifs de développement durable.
- De déterminer à quel point elles veulent être autonomes
- De limiter l'apport de produits sur leurs marchés
- De donner la priorité aux communautés locales, qui vivent de la pêche, de gérer l'usage des ressources aquatiques et les droits à ces ressources

La souveraineté alimentaire n'empêche pas le commerce, mais plutôt elle permet de formuler des politiques et des pratiques de commerce qui rencontrent les droits des populations à une production durable, écologique, sécuritaire et en santé.

Au début, la souveraineté alimentaire était un mouvement des cultivateurs, mais j'insiste que si, en tant qu'environnementalistes, nous ne poussons pas pour la souveraineté alimentaire, nos efforts pour protéger les valeurs écologiques échoueront. La souveraineté alimentaire signifie que les populations et non les corporations décident de la façon dont on cultive la nourriture, de la provenance de nos graines, de l'élevage des animaux, des termes de commerce entre les communautés, de la valeur que l'on donne à l'agriculture et à la terre agricole.

La souveraineté alimentaire unifie la lutte des fermiers à celle des environnementalistes. Au Canada, les cultivateurs sont persécutés. Entre 1996 et 2001 nous avons perdu près de 11% de nos fermes, 124 000 personnes ont quitté leur ferme, près de 15% de notre population paysanne.

Les statistiques de 2006 ne sont pas encore sorties, mais je doute qu'elles se soient améliorées. En 2004, le revenu net d'une ferme, sans compter la main-d'oeuvre était de – 10 000\$. En 2003, il était de – 13 000\$. La moyenne d'âge des cultivateurs, au Canada, augmente. En 1996, elle était de 47 ans, en 2001, elle 49 ans, ce qui indique que les jeunes ne choisissent plus d'être cultivateurs et les anciens ne peuvent se permettre de prendre leur retraite. Il y a de moins en moins de fermes et elles sont de plus en plus éloignées les unes des autres.

Le changement, au niveau des statistiques des cultivateurs, indique une altération structurale inquiétante; il se peut que nous soyons témoins de la dernière génération de cultivateurs car, au fur et à mesure que les

anciens meurent, ils sont remplacés par des fermes appartenant à des corporations qui sont gérées par des gestionnaires. Les liens entre les familles, les communautés et la terre s'affaiblissent.

En tant qu'environnementalistes, nous devons être concerné-e-s. Les corporations ne s'intéressent qu'à faire de l'argent. Leur responsabilité est de fournir des dividendes à leurs actionnaires. Leur objectif est de grandir et de contrôler le plus d'espace économique possible. Un paysage agricole, dominé par une industrie agricole, serait converti pour devenir le plus profitable ou le plus stratégique. La monoculture commerciale et l'industrie du bétail pour l'exportation l'emporteraient et l'apport chimique et les biens d'investissement remplaceraient les connaissances du cultivateur et la main-d'oeuvre. La campagne serait en grande partie désertée et les populations locales qui resteraient, seraient employées comme main-d'oeuvre peu rémunérée et serait logée dans des «villes de compagnie» au lieu d'habiter dans des communautés intergénérationnelles ayant une histoire, une culture.

Les fermes familiales sont en première ligne de la lutte contre l'industrie agricole. En occupant les terres et en faisant valoir leurs droits, elles procurent une base nécessaire de citoyens pour se réapproprier l'agriculture. De plus en plus, les cultivateurs se convertissent à la culture biologique pour des raisons économiques et philosophiques. Nombre de cultivateurs créent des réserves écologiques officiellement et officieusement. Il y a un mouvement sérieux vers l'élevage du bétail et du porc au pâturage ainsi que l'élevage du poulet fermier ce qui procure un habitat pour d'autres espèces. Nous avons le potentiel de bâtir un système alimentaire et agricole plus écologique si les cultivateurs et les citoyens travaillent ensemble vers la souveraineté alimentaire.

À l'heure actuelle, les menaces les plus urgentes contre la souveraineté alimentaire proviennent de l'industrie agricole qui, de façon agressive, veut contrôler les graines, la production de bétail et la distribution du blé canadien.

Pour cultiver, il faut des graines donc, il est important de savoir qui contrôle l'accès aux graines. Depuis la nuit des temps, les cultivateurs gardaient les graines d'une récolte pour la saison prochaine. Depuis 50 ans, le développement des graines est passé au secteur public puis au secteur privé. De plus en plus, les cultivateurs achètent leurs graines, mais jusqu'à récemment ils pouvaient encore en garder s'ils le désiraient, sauf s'ils utilisaient des graines brevetées OGM. Cependant, l'industrie agricole essaye, de différentes manières, d'obliger les cultivateurs à acheter des nouvelles graines, chaque année.

Au Canada, l'Agence canadienne d'inspection des aliments propose un nouveau régime d'enregistrement des graines qui en fait privatiserait l'enregistrement des graines et permettrait aux entreprises de semences de révoquer, automatiquement, l'enregistrement des variétés de graines plus anciennes. Cela empêcherait le cultivateur d'obtenir de l'information, non biaisée, sur le rendement des différentes variétés de graines. Les cultivateurs ne pourraient plus garder leurs graines, car de vendre des produits cultivés à partir de graines non enregistrées serait dorénavant illégal.

L'industrie agricole essaye de contrôler les graines par la modification génétique qui les rend stériles. On peut utiliser ces graines pour faire de la farine, de l'huile, mais si on les plante, elles ne poussent pas. C'est ce qu'on appelle la technologie «Terminator ». Cette technologie est tellement atroce que la convention des Nations Unies sur la biodiversité a établi un moratoire sur les essais et la commercialisation de la technologie Terminator. Au mois de mars dernier, au Brésil, à la convention sur la diversité biologique, la délégation canadienne était tentée de mettre fin au moratoire. Les Canadiens, au pays et de par le monde, se sont organisés pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il change d'avis. Plus de 400 organismes canadiens se sont regroupés pour cette campagne. En nous alliant, en particuliers avec les cultivateurs du Brésil et d'autres pays en voie de développement, nous avons réussi.

La campagne pour « Interdire Terminator » travaille en ce moment pour que le Canada interdise, de façon officielle, la commercialisation et les essais de la technologie Terminator. Le Canadian Biotechnology Action Network est en train de développer une stratégie pour empêcher le nouveau régime de brevetage des graines.

La contamination des semences, des champs et des récoltes par les OGM est une menace sérieuse pour les cultivateurs biologiques. L'agriculture biologique est, entre autres, une manière certaine de résister à l'industrie agricole. C'est un exemple à suivre : de plus en plus de cultivateurs et d'arpents sont certifiés et la clientèle pour les produits biologiques augmente de près de 20% chaque année. Il est impossible d'éviter la pollinisation croisée des variétés de cultures OGM et non OGM donc, les entreprises biotechnologiques aimeraient que le secteur biologique accepte un certain pourcentage de contamination pour faire place au concept de coexistence. Cependant, parce que la clientèle biologique refuse les OGM et que tout organisme vivant en se reproduisant augmente le niveau de contamination, les cultivateurs biologiques refusent le concept de la coexistence et on ne peut déterminer le seuil de contamination. Ces cultivateurs préfèrent choisir de résister à la commercialisation des nouvelles cultures OGM, telle celle de la luzerne.

En Saskatchewan, les cultivateurs biologiques ont dû faire face à la perte de la certification biologique de l'huile de canola à cause de la contamination des graines à grande échelle et la possibilité de contamination des plantes, après la semence, à cause du nombre de fermes de canola OGM aux alentours. En 2002, les cultivateurs biologiques ont dû faire face à la menace de l'introduction du blé OGM, qui aurait contaminé le blé biologique. Nous avons décidé d'entreprendre un recours collectif en justice contre les compagnies Monsanto et Bayer, qu'elles soient jugées responsables des pertes dues à la contamination. Ce procès est toujours en cours, vous pouvez vous en informer en lisant la brochure du Fonds de protection de l'agriculture biologique (www.saskorganic.com/oapf).

L'industrie agricole veut aussi contrôler la production du bétail.

L'industrialisation de la production de porc a presque éliminé la ferme familiale, indépendante, productrice de porc dans les Prairies et ce avec le soutien des gouvernements fédéral et provincial pour que le secteur porcin, non seulement approvisionne le marché canadien, mais devienne un exportateur important. La production de porc s'est beaucoup développée, les prix ont baissé et entre 1988 et 2002, le nombre de fermiers a baissé de 66%; plus de 20 000 fermiers n'élèvent plus de cochons

Un des changements importants s'est produit lorsque les gouvernements provinciaux, de façon unilatérale, ont arrêté leurs coopératives de vente à guichet unique qui donnait, à tous les producteurs de porc, accès égal au marché et ont permis, à la place, aux empaqueteurs de signer des contrats directement avec les producteurs. Cela a permis aux mégas porcheries de s'agrandir et d'évincer les plus petits producteurs.

La production de porc est maintenant dominée par quelques très grosses compagnies qui gèrent des entreprises intégrées de façon verticale : elles sont propriétaires des porcheries, des fabriques d'aliments pour les cochons, des abattoirs et des usines d'équarrissage. Des milliers d'animaux sont sous le même toit et la nourriture est importée de la source la moins chère et transportée à partir des É-U. Il en résulte beaucoup trop de purin pour que la terre et les cultures avoisinantes puissent l'absorber donc l'excès devient un problème de pollution et contamine le sol et l'eau.

Il y a un certain nombre de personnes, à cette conférence, qui ont vécu de près l'expérience des mégas porcheries et peuvent vous en dire plus sur les problèmes environnementaux, sociaux, économiques et de santé causés par ces porcheries.

Des problèmes semblables sont reliés à la production de bétail. Il existe encore beaucoup de petits producteurs de bétail qui élèvent leurs animaux au pâturage. Les veaux, cependant, sont vendus à des parcs d'engraissement où ils sont groupés par milliers, nourris au grain importé de très loin et où ils produisent énormément de fumier ce qui crée un problème de pollution.

La dernière trouvaille, en ce qui concerne le bétail, est l'industrie de l'éthanol. On parle souvent de l'éthanol comme étant un combustible vert, mais il est loin d'être bon pour l'environnement. Au Canada, on prévoit de produire de l'éthanol surtout à partir de blé et de maïs. La fermentation demande une quantité d'eau énorme. Le sous-produit est une bouillie qui revient cher à assécher et à transporter donc l'idée est de créer des parcs d'engraissement géants pour près de 120 000 animaux, à proximité des usines à éthanol. Le bétail requiert aussi beaucoup d'eau et produit beaucoup trop de fumier pour les cultures avoisinantes. Reste à savoir s'il est moral de cultiver des plantes pour produire du carburant pour nos véhicules.

En ce qui concerne la volaille, la maladie est le problème. Nous avons tous et toutes entendu parler de la grippe aviaire et avons peut-être paniqué à l'idée d'une pandémie humaine mortelle. On a prouvé que la grippe aviaire n'existe pas parmi les petits poulaillers extérieurs ni parmi les oiseaux sauvages, elle est le résultat de l'industrie agricole. De confiner des milliers d'oiseaux, quasiment identiques, anxieux, crée un milieu propice pour la mutation des virus. L'industrie de la volaille, surtout en Thaïlande et en Chine où elle s'est développée de manière exponentielle, avec sa pratique de répandre le fumier et même de le vendre comme aliment pour poisson, semble offrir un terrain propice pour la propagation de la maladie.

Malgré cela, les gouvernements et l'industrie commencent à réagir à la maladie en attaquant les petits propriétaires de poulaillers extérieurs. Cela a pour effet de consolider le contrôle des entreprises en évinçant les petits producteurs et les petits fermiers de subsistance. Au Québec, le gouvernement a passé une loi, l'année dernière, qui empêche les fermiers d'élever leurs poules à l'extérieur bien qu'il n'y ait aucun risque de grippe aviaire provenant des oiseaux sauvages au Canada. Si vous désirez avoir plus de renseignements à ce sujet, veuillez consulter notre fiche d'information sur la grippe aviaire (www.beyondfactoryfarming.org/english/overview/aviary_flu.shtml).

L'industrie agricole essaye de contrôler un troisième domaine, celui des outils de commercialisation utilisés par les agriculteurs. L'administration des approvisionnements pour la production laitière et la volaille a été attaquée à l'OMC. Mais il est ahurissant que notre gouvernement fédéral soit en train d'attaquer la Commission canadienne du blé.

La Commission canadienne du blé a été créée en 1947. Elle est la seule agence de commercialisation du blé, du blé dur et de l'orge cultivés dans l'Ouest canadien. Elle donne aux milliers d'agriculteurs indépendants le pouvoir d'obtenir un bon prix auprès des marchés internationaux. Le Syndicat national des cultivateurs a calculé que 800 millions de dollars par an, plus de 2 millions de dollars, reviennent à l'économie agricole grâce à la CCB. Rappelez-vous que 4 compagnies contrôlent 64% du marché céréalier canadien. Sans la CCB, ces compagnies pourront monter les agriculteurs indépendants les uns contre les autres et ce faisant les prix baisseront et le bénéfice des compagnies augmentera.

La Commission canadienne du blé a été légiférée par le Parlement et donc ne peut pas être modifiée sans le vote des agriculteurs. Pourtant, le gouvernement actuel affirme qu'il n'a pas besoin de l'avis des agriculteurs pour retirer le monopole à la CCB. Le gouvernement est décidé à apporter des changements sans passer par le Parlement ni par le vote des agriculteurs. Aux dernières nouvelles, le ministre Strahl a éliminé 16 000 agriculteurs de la liste d'électeurs en vue de l'élection prochaine des directeurs de la CCB. On a jamais vu cela et cette ingérence est alarmante.

D'après moi, l'attaque contre la Commission canadienne du blé est la question la plus importante par rapport à la souveraineté alimentaire, l'agriculture et l'environnement. Sans la commission du blé, nous perdrons encore plus d'agriculteurs et plus vite, et le prix des céréales baissera considérablement. Que notre gouvernement actuel pense pouvoir démonter la CCB en défiant la loi est abominable. Il se croit au-dessus de la loi.

Le Syndicat national des cultivateurs est un des nombreux organismes agricoles qui s'opposent à la décision unilatérale d'apporter des changements à la CCB. J'ai avec moi le matériel de leur campagne. Veuillez prendre des copies, écrire des lettres et consulter aussi leur site Web : www.nfu.ca pour plus de renseignements.

J'espère que ces exemples démontrent bien que la lutte des fermes familiales, indépendantes pour survivre est étroitement liée aux problèmes majeurs environnementaux de l'agriculture et de l'alimentation. Au niveau mondial, la migration des populations des campagnes vers la ville favorise les villes. Afin de protéger la terre de l'impact de l'industrie agricole, les citadins et les citoyens qui ne sont pas cultivateurs doivent participer avec les cultivateurs indépendants au mouvement vers une souveraineté alimentaire.